

Afghanistan : sortir de l'impasse militaire par le dialogue politique et l'aide au développement

Par **Bernard Adam**, Directeur du GRIP

6 octobre 2008

Résumé

Depuis les événements d'août 2008, un nombre croissant d'observateurs considèrent l'action militaire menée par les Occidentaux en Afghanistan comme une impasse, à l'instar du borbier irakien. Or la France et la Belgique, pressées par les États-Unis, y ont augmenté leurs effectifs. Croit-on vraiment pouvoir ainsi sécuriser ce pays ou ne faudrait-il pas mettre en avant une stratégie nouvelle, basée sur trois objectifs : (1) entamer le dialogue politique avec les groupes de résistants, (2) annoncer et programmer le départ des troupes étrangères ; (3) accroître l'aide au développement et reconstruire les infrastructures de ce pays détruit par des guerres incessantes.

Abstract

Afghanistan: A New Strategy of Political Dialogue and Development Aid to Exit the Military Dead End

Since the events of August 2008, a growing number of observers regard the military action carried out by the West in Afghanistan as a dead end, much like the Iraqi quagmire. However France and Belgium, pressed by the United States, increased their numbers of troops. Is it really believed that this can make Afghanistan a « safe » country or would it rather be the case to develop a new strategy, based on three objectives: (1) to start a political dialogue with the resistance groups; (2) to announce and program the withdrawal of foreign troops; (3) to increase the development aid and rebuild the infrastructures of this country, destroyed by ceaseless wars.

La mort de 10 soldats français en Afghanistan le 18 août dernier a brutalement mis en lumière une situation qui ne cesse de s'empirer sur le terrain des opérations militaires. Cet événement malheureux survient au moment où la France et la Belgique augmentent leurs effectifs en Afghanistan, à la suite d'une demande pressante des États-Unis depuis plus d'un an. Cette attitude a-t-elle été bien réfléchi ? L'argument de la « lutte contre le terrorisme » ne tient plus la route.

Rappelons que le gouvernement belge, sur proposition du ministre de la Défense, Pieter De Crem, a décidé, le 1^{er} février, l'envoi de 4 chasseurs-bombardiers F-16 ainsi que d'une centaine de soldats chargés de leur maintenance. La France, sur décision du président Sarkozy prise le 2 avril 2008, a annoncé l'envoi de 700 soldats supplémentaires. Ces deux décisions, qui porteront les effectifs français et belges respectivement à 2 300 et 500 hommes, marquent un changement radical dans l'approche poursuivie jusqu'en 2007 par Paris et Bruxelles.

Déjà très critiques au sein de l'OTAN vis-à-vis des États-Unis depuis leur entrée en guerre en Irak en 2003, la France (sous la présidence de Chirac) et la Belgique (sous le gouvernement Verhofstadt et le ministre de la Défense Flahaut), avec un grand nombre de pays européens, ont plaidé jusqu'en 2007 pour la modification de la politique militaire des Occidentaux en Afghanistan, jugée inadaptée et contre-productive. Connus pour leur sympathie à l'égard des États-Unis, le président Sarkozy et le ministre De Crem semblent aller à contre-courant des souhaits de leurs prédécesseurs, en s'alignant désormais sur la position américaine.

Cette nouvelle attitude a-t-elle été bien réfléchi ? A-t-on bien évalué la situation actuelle en Afghanistan ? L'argument central des partisans d'une augmentation des effectifs militaires est la « guerre contre le terrorisme ». Au début, avec l'entrée des Américains en Afghanistan en octobre 2001, après les attentats du 11 septembre, c'était bien une chasse aux terroristes d'Al Qaïda et à Ben Laden qui a été menée, surtout par des forces spéciales américaines et britanniques. Mais assez rapidement, un autre objectif a été poursuivi : remplacer le gouvernement taliban par un autre « plus démocratique » et pro-occidental. Cela s'est réalisé tant bien que mal à coups de bombardements des principales villes et infrastructures en 2001, puis en tentant laborieusement de mettre en place, entre 2002 et 2004, un pouvoir censé représenter la plus grande partie de la population afghane.

Le mythe de la « guerre contre le terrorisme »

Mais depuis 2005 et surtout 2006, on ne peut plus parler de « guerre contre le terrorisme ». Il s'agit en réalité de combats menés contre des « insurgés », un ensemble de groupes armés dont la majorité sont des Afghans, talibans ou non, qui ne se reconnaissent pas dans l'actuel gouvernement afghan.

La recrudescence de ces combats en 2006 s'est produite au moment où les États-Unis ont demandé une plus grande implication des autres pays présents en Afghanistan. Il faut rappeler qu'à partir de 2001, les Américains et les Britanniques menaient leur chasse aux terroristes dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* (OEF) (« Liberté immuable »). À partir de 2002, une « Force internationale d'assistance à la sécurité » (ISAF) a été mandatée par le Conseil de sécurité des Nations unies pour sécuriser la capitale, Kaboul.

En 2003, l'ISAF passe sous le commandement de l'OTAN et élargit progressivement sa zone de présence à tout l'Afghanistan : le nord en 2004, l'ouest en 2005, le sud en juillet 2006 et l'est en octobre 2006, ces deux dernières régions étant celles où les attaques des « insurgés » sont les plus importantes.

Actuellement, composée de 53 000 soldats provenant de 40 pays, l'ISAF, bien que sous mandat des Nations unies, est de plus en plus impliquée dans des combats face aux « insurgés », à l'instar de l'opération américaine *Enduring Freedom*, toujours en cours avec près de 17 000 soldats américains. De facto, c'est l'armée des États-Unis qui dirige les deux opérations, qui tendent à se confondre. De toute manière, les « insurgés » ne font pas de différences entre les forces armées des deux opérations, les considérant toutes comme des troupes d'occupation étrangères à combattre.

L'année 2006 est bien le tournant de la radicalisation des combats. De 2001 à 2004, les morts parmi l'OEF et l'ISAF étaient en moyenne de 5 par mois, puis 11 en 2005, 16 en 2006, 19 en 2007 et 26 en 2008, ce qui se rapproche progressivement de la situation en Irak (32 morts par mois en 2008).

Les bombardements aériens de l'OEF et de l'ISAF étaient quasi inexistantes jusqu'en 2005. Mais par la suite, 250 tonnes de bombes ont été déversées en 2006 et 600 tonnes en 2007. Selon *Human Rights Watch*, ces bombardements ont causé la mort de 116 civils en 2006 et 321 en 2007. Ces « bavures collatérales » ont pour effet de renforcer la légitimité et le soutien populaire de l'insurrection.

L'action militaire menée par les Occidentaux est considérée par de plus en plus d'observateurs comme une impasse à l'instar du borbier irakien. Conçue par les Américains, elle repose sur deux erreurs essentielles. La première est de continuer à croire que l'on se bat contre des « terroristes » qu'il s'agirait plutôt de qualifier comme des « opposants » au gouvernement actuel. La seconde est de croire, tout comme en Irak, que l'augmentation du nombre de troupes et des combats contre les « terroristes » parviendra à sécuriser l'Afghanistan.

Il est vrai qu'avec les 70 000 hommes présents actuellement, les forces internationales sont incapables de sécuriser un pays grand comme la France, d'autant plus que ces troupes sont la plupart du temps cloisonnées dans des bases protégées et occupent finalement peu le terrain. L'apport de nouvelles troupes, à moins d'être considérable, ce qu'aucun pays n'est prêt à consentir, ne pourra pas modifier véritablement la situation. Au contraire, de nouvelles opérations et de nouveaux bombardements risquent d'accroître les pertes civiles et donc d'augmenter les motivations des « insurgés ». Une fois de plus, il faut constater que la « guerre contre le terrorisme » et la mise en place d'un régime démocratique ne peuvent se réaliser en misant sur l'usage de la force.

Trois objectifs pour une nouvelle stratégie

Il est donc urgent de changer de stratégie. Trois objectifs devraient être poursuivis. Le premier serait d'entamer un dialogue politique avec les groupes « insurgés » les moins radicaux, mais sans doute aussi avec les Talibans, afin d'élargir la représentation des groupes de la population afghane qui sont actuellement exclus du pouvoir. Il est vraisemblable que l'on aboutira à constituer un nouveau gouvernement moins pro-occidental, mais c'est la première condition à l'amélioration de la sécurité publique par la diminution de l'opposition armée.

Le deuxième objectif serait la programmation du départ des troupes étrangères de l'Afghanistan, comme le demandent d'ailleurs le président Karzaï et son gouvernement. Bien qu'un calendrier ne puisse être fixé actuellement, il importe d'annoncer clairement que ce départ aura bien lieu à terme. En attendant, il s'agirait de cesser les bombardements et d'opter pour des objectifs militaires beaucoup plus ciblés et limités. L'augmentation des effectifs et le renforcement de l'armée afghane sont des priorités pour améliorer la sécurité, ce qui permettra alors d'entamer le désengagement des troupes étrangères.

Le troisième objectif serait d'accroître considérablement l'aide au développement, en reconstituant une infrastructure mise à mal par les guerres incessantes qu'a connues l'Afghanistan. Et en aidant réellement les paysans à substituer par d'autres cultures celle du pavot qui alimente les trafics et finance la rébellion. Cette culture est en augmentation et le trafic de l'opium représenterait le quart des revenus de l'économie afghane. Actuellement, l'aide internationale totale au développement apportée à l'Afghanistan est de 7 millions de dollars par jour, alors que le coût de la guerre en Afghanistan pour les Américains est en ce moment de 100 millions de dollars par jour. Ceux-ci ont déjà dépensé en Afghanistan 140 milliards de dollars depuis sept ans.

Plutôt que d'envoyer de nouveaux soldats, la France et la Belgique devraient se concerter avec les autres pays européens afin de plaider pour ce changement de stratégie face aux États-Unis. Ceci est d'autant plus important que les candidats à la présidence américaine ont tous deux exprimé leur désir d'augmenter la présence de troupes en Afghanistan mais sans annoncer un véritable changement de stratégie.

* * *

Mots clés :

Afghanistan, borbier, dialogue politique, guerre contre le terrorisme, France, Belgique

Citation :

ADAM Bernard, *Afghanistan : sortir de l'impasse militaire par le dialogue politique et l'aide au développement*, Note d'Analyse du GRIP, 6 octobre 2008, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/bdg/pdf/g0906.pdf>